

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## SOMMAIRE

P 3 : Les militants du PCF et nous  
«Beaucoup de choses ont changé»  
P 7 : Notre série-reportage sur la Chine  
Aujourd'hui : une soirée à l'opéra ;  
P 8 : A propos du conflit  
Vietnam-Chine :  
une importante déclaration chinoise  
**DANS NOTRE EDITION DE VENDREDI**  
Un dossier sur les Vosges

## Editorial

### Au sujet du conflit Vietnam-Chine

Il y a quelques mois, le conflit entre le Vietnam et le Kampuchea démocratique éclatait comme un coup de tonnerre ; un rude coup pour tous ceux qui, pendant des années, s'étaient consacrés à la lutte pour le soutien des luttes de libération des peuples vietnamien puis cambodgien. Les marxistes-léninistes en savent quelque chose, eux qui se trouverent précisément toujours à la tête de ces luttes. Cela permit aux réactionnaires de tout poil de faire des gorges chaudes : on assistait au « premier conflit 100 % marxiste-léniniste », d'après eux. Dès cette époque, il fut évident que ce conflit n'avait rien de positif ni pour le peuple vietnamien ni pour le peuple cambodgien ; il fut également évident que ce n'était pas le Kampuchea l'agresseur.

Aujourd'hui, c'est un coup de tonnerre bien plus violent encore qui se présente. C'est maintenant entre la Chine et le Vietnam qu'apparaît un problème dont il serait, d'ores et déjà, vain de minimiser l'importance. On parle de centaines de milliers de Chinois du Vietnam qui auraient déjà dû trouver refuge en Chine, contraints par des brimades à tous les niveaux ou victimes d'expulsions qui n'osent pas dire leur nom.

Dans une longue mise au point dont, faute de place, nous ne pouvons passer aujourd'hui que de trop courts extraits en page 8, le gouvernement chinois vient de faire le point. En fait, de quoi s'agit-il ? Tout d'abord, il faut noter que la position vietnamienne sur le problème des ressortissants chinois a été l'objet, depuis 1976, d'un brusque retournement. Reniant le principe jusque là adopté par les deux parties, suivant lequel les résidents chinois pouvaient choisir leur nationalité chinoise ou vietnamienne, le gouvernement vietnamien, reprenant en cela les méthodes de l'ancien gouvernement Diem, a voulu faire adopter de force la nationalité vietnamienne, usant pour cela de méthodes totalement injustifiables. D'autre part, face aux propositions chinoises de discussions pour un règlement amiable du problème, le gouvernement vietnamien n'a répondu, en définitive, que par une intensification des mesures d'expulsions. Dans sa déclaration, où il rappelle en outre les efforts très importants qu'a fait le peuple chinois pour soutenir le Vietnam en lutte au temps où celui-ci en avait grand besoin, le gouvernement chinois ajoute « qu'il n'aurait jamais pensé que les relations sino-vietnamiennes auraient évolué jusqu'au point où elles en sont aujourd'hui ».

Il ne faut pas se cacher les yeux. Venant après toutes les campagnes de calomnies dont elle est victime, cette nouvelle affaire sera certainement encore de nature à jeter le trouble dans l'esprit de tous ceux qui s'intéressent à la Chine. Il est d'ailleurs évident que ces événements n'arrivent pas par hasard et que l'on peut compter sur certains pour jeter savamment de l'huile sur le feu. La stratégie d'encercllement de la Chine à laquelle Moscou attache un grand prix ne date pas d'hier. On ne peut qu'être légitimement inquiet, dans ce contexte, de l'attitude des dirigeants vietnamiens dont les pratiques sont contraires, tant sur ce problème qu'au sujet du Kampuchea, aux intérêts des peuples de la région.

Inversement, il ne faut pas se laisser aller à un pessimisme excessif. Le peuple vietnamien a suffisamment fait preuve de qualité dans ses luttes passées contre l'impérialisme pour qu'on lui fasse confiance pour l'avenir.

Serge FOREST

## L'ARSENAL DE BREST OCCUPÉ

- Grève illimitée reconductible
- 8000 travailleurs en lutte

L'arsenal à Brest, c'est 8 000 travailleurs ; c'est la principale entreprise de la ville. C'est, si on peut dire, ce qui la fait vivre pour une très grande part.

Cette entreprise de la défense nationale est sous le coup de la loi antigreve qui fait perdre le salaire d'une journée, ne serait-ce que pour une heure de grève.

La majorité des 8 000 travailleurs de l'arsenal de Brest se sont prononcés mardi pour la poursuite illimitée de l'occupation de leurs ateliers, déclenchée dans la matinée, « afin de protester contre le refus du ministère de la Défense de faire progresser leurs salaires ».

6 000 ouvriers de l'arsenal avaient participé dans l'après-midi à un meeting d'information devant la préfecture.

Une manifestation similaire a rassemblé mardi soir 2 000 ouvriers de l'arsenal de Cherbourg (Manche).

Ce mouvement, amorcé lundi soir par près de 400 ouvriers travaillant au carénage des sous-marins nucléaires à Brest, fait suite à une déclaration de M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, selon laquelle des décrets de 1951 et de 1957 liant la progression des salaires des ouvriers de l'Etat à celle des salaires de la métallurgie continueraient à être suspendus pendant un an, « dans l'attente du rétablissement économique ». Il y en a qui ne se sentent pas gênés.

D'autre part, il y a eu une grève de 23 heures à Saint-Pierre et Miquelon le 13 juin à cause de la situation économique catastrophique. Il y a eu aussi le 13 juin une grève de cheminots à Juvisy et une manifestation d'employés municipaux à Lorient. C'est donc dans un contexte général de lutte que commence la grève des 8 000 travailleurs de l'arsenal de Brest.



Mardi dans les rues de Brest, les travailleurs de l'arsenal manifestent.

## Un grand écrivain chinois disparaît

### Hommage au camarade Kuo Mo-jo

Le grand écrivain chinois, Kuo Mo-jo, est décédé, mardi, à Pékin, à l'âge de 87 ans, des suites d'une maladie qui l'a atteint voici plusieurs mois.

Né en 1891, dans la province du Setchouan (dans le sud-ouest de la Chine), Kuo Mo-jo rejoignit les cercles d'études marxistes dans les années précédant la naissance du Parti communiste chinois en 1921.

Dès le début, il consacra son œuvre au service de la lutte du peuple

chinois. Il s'engagea dans le même temps dans les luttes que menèrent les communistes, participant en tant que responsable aux insurrections populaires.

Par la suite, il se rangea toujours aux côtés de son ami Mao Tsé-toung lors des luttes de ligne qui se développèrent au sein du PCC.

Récemment, il a condamné violemment la bande des Quatre, responsable de l'élimination de bon nombre de ses camarades.

Vice-président à la 5e

Assemblée nationale populaire en mars dernier, il a tenu également à assister, malgré sa maladie, à la conférence nationale sur l'éducation qui permit la réhabilitation d'intellectuels que la bande des Quatre avait mis sur la touche.

Kuo Mo-jo était à la fois un grand écrivain et un grand communiste qui consacra toute sa vie, toute son œuvre à l'idéal qu'il poursuivait depuis toujours : la victoire du communisme dans son pays et dans le monde.

## La lutte des pays du tiers-monde contre l'impérialisme

## Ce qu'a fait le Zaïre (3)

Evelyn Le Guen

Nous poursuivons aujourd'hui notre série expliquant comment une bourgeoisie d'un pays du tiers monde pouvait, même si elle n'était pas conséquente jusqu'au bout, s'opposer à l'impérialisme. Pour cela, nous avons suivi ce qu'a fait le Zaïre.

Jusqu'à présent, nous avons montré les affrontements qui se sont produits de 1965, date où Mobutu arrive au pouvoir, jusqu'en 1970, entre le gouvernement zaïrois et l'impérialisme belge. Cette lutte s'est poursuivie par la suite, même si les impérialistes ont changé de visage.

1971 : C'est la date de la nationalisation du secteur bancaire. Cette nationalisation revêt une importance particulière quand on sait que toutes les banques étaient étrangères, excepté la Banque centrale. Cette décision a entraîné de nouveaux problèmes avec la Belgique, concernée au premier plan.

## CRÉATION D'ORGANISMES FINANCIERS

Cette mesure s'est accompagnée d'une série de décisions visant au renforcement de la prise en main du développement économique par le Zaïre lui-même. Citons pour exemple les créations de plusieurs organismes de financement pour le développement industriel comme la SOFIDE. La même année, des moyens concrets sont mis en œuvre pour regrouper toutes les actions de l'État afin d'aboutir à une meilleure centralisation.

Toutes ces mesures concrétisent la volonté du gouvernement zaïrois de pren-

dre en main l'économie et donc d'élargir l'investissement du secteur de l'État, qui prend une place de plus en plus large par rapport à l'investissement étranger.

## LA « ZAÏRIANISATION »

A la fin de 1974, une nouvelle crise violente se produit entre le gouvernement zaïrois et la Belgique à la suite de la décision de Mobutu de prendre un certain nombre d'entreprises aux mains des monopoles étrangers pour les remettre à la bourgeoisie du Zaïre.

Il s'agit alors essentiellement d'entreprises moyennes dans le secteur du commerce, des plantations, de l'industrie légère et surtout alimentaire.

Donc, tout ce qui touche la base minimum pour la vie du pays.

La Belgique réagit violemment. Mobutu s'engage alors dans un recul partiel, faisant marche-arrière face à tous les problèmes qu'une telle confrontation pouvait

engendrer. Par ailleurs, cette année 1974, c'est aussi l'année de la chute du cours du cuivre, chute qui eut des conséquences dramatiques pour le pays, (85 % des recettes d'exportation proviennent alors de la vente du cuivre). L'économie du pays en a déjà pris un sacré coup ; Mobutu n'ose pas aller plus loin. Ce recul consiste dans le fait que certaines entreprises (pas la majorité) sont restituées et que d'autre part, le gouvernement accepte de verser une indemnisation pour les biens pris aux monopoles. Ces entreprises devaient, en principe, être données à des bourgeois du Zaïre mais très vite, face aux difficultés surgies dans la gestion des entreprises, une bonne partie d'entre elles sont passées sous contrôle de l'État.

## UNE POLITIQUE QUI NE PLAÎT PAS AUX USA

A partir des années 1970, une nouvelle lutte s'engage

contre l'impérialisme américain. Celui-ci, mécontent de la politique menée par Mobutu, a tenté en 1975 un coup de force. Plusieurs faits l'ont amené à cela. En 1973, le Zaïre rompt ses relations diplomatiques avec Israël et reconnaît l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien. Dans le même temps, tous les représentants israéliens sont expulsés du pays.

1974 : Le Zaïre reconnaît le FUNK (Front uni national du Kampuchea), le FNL (Front national de libération du Sud-Vietnam) et le GRP (Gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam), la République populaire de Chine et la République démocratique populaire de Corée.

La même année, à l'ONU Mobutu affirme, dans un discours, la voie à suivre pour le Zaïre : une voie de développement autonome. Autant de faits qui ne plaisent guère à l'impérialisme américain qui, par ailleurs, est attiré par les richesses de ce pays.

En 1975, les USA fomentent un coup d'État contre Mobutu. Le cerveau de l'affaire est le conseiller militaire de l'ambassade du Zaïre à Washington, aidé par le directeur du cabinet de Mobutu.

## RÉPONSE AU COUP DE FORCE AMÉRICAIN

Ce coup d'État s'est soldé par un échec. Mobutu dénonce de manière plus ou moins voilée le rôle joué par les USA. L'ambassadeur américain est prié de quitter le Zaïre. Pendant quatre à cinq mois, de grandes manifestations de masses se dérouleront dans le pays contre l'ingérence américaine.

La crise se poursuit. Mobutu refuse d'accréditer le nouvel ambassadeur que les USA voulaient envoyer au Zaïre ; cet ambassadeur se trouvait au Chili en 1973, lors du coup d'État qui a porté Pinochet au pouvoir. L'impérialisme américain

a reculé : il a dû envoyer quelqu'un d'autre.

## D'UN IMPÉRIALISME A L'AUTRE

De 1975 à 1977, aucun fait nouveau important. Toutefois, la même politique se poursuit, même si elle fait moins de bruit avec l'accent mis sur l'agriculture, les efforts pour mettre en avant la culture africaine aux dépens de la culture occidentale, etc.

1977 : Un nouvel impérialisme prend la relève, il s'agit cette fois de l'URSS qui, tout comme la Belgique, utilise l'arme des mercenaires et essaiera de fomentier une sécession au Shaba. C'est un échec. 1978 : la même opération se reproduit. Aujourd'hui, l'offensive est arrêtée mais le danger demeure...

Demain, nous terminerons cette série par un article expliquant pourquoi, à tel moment, Mobutu a été amené à suivre telle politique et nous tirerons les leçons que cet exemple du Zaïre a pu fournir.

## ● Ethiopie

## Un million de personnes menacées de mort

Près d'un million de personnes sont menacées de mort en Éthiopie, signale le récent rapport de l'ONU sur le développement, confirmant une déclaration datée d'une semaine de Mengistu, le chef de la junte au pouvoir.

Le rapport de l'ONU fait apparaître que ce n'est pas tant la sécheresse que le système inadéquat de transport et de distribution des vivres qui est à l'origine de cette situation.

Cette famine, la première de cette importance depuis la chute d'Haïlé Sélassié, il y a quatre ans, prend vraiment valeur de symbole.

C'est précisément à la suite de la grande famine de 1973 que le Négus avait été renversé et que s'était installé au pouvoir un nouveau régime. En même temps qu'il tentait de débarrasser son pays de l'influence de l'impérialisme, le nouveau pouvoir avait accompli des modifications radicales dans la structure de l'agriculture. La réforme agraire instituée en mars 1975 avait confisqué la plus grande partie des terres féodales. Celles-ci avaient été aussitôt occupées par les paysans. Bien sûr, tout ne s'était pas passé au mieux ni sans problèmes. Il n'en reste pas moins qu'un premier résultat était là : la famine était pratiquement éliminée. Or, quatre ans après, c'est à nouveau une famine de grande envergure qui menace. Pourquoi ?

La réponse à cette question tient principalement dans l'effort de guerre que mène le régime éthiopien, sous l'incitation de Moscou

Pour pouvoir poursuivre sa politique d'agression contre l'Érythrée, le régime a eu besoin d'hommes, de beaucoup d'hommes. C'est par centaines de milliers que des paysans, sans qu'on leur explique le pourquoi ni le comment, ont été arrachés à leur terre et revêtus de l'uniforme.

Parallèlement à cela l'effort prioritaire du gouvernement est passé de la lutte pour la production et la socialisation agricoles à la lutte contre les « rebelles » érythréens. Cette politique du régime éthiopien a eu les conséquences qu'elle devait avoir : la situation à la campagne est revenue au stade d'avant la révolution, même si les terres n'appartiennent plus à des seigneurs féodaux.

Cependant, il est évident que cette situation est le résultat direct de « l'aide » soviétique à l'Éthiopie car, la concordance de la pénétration soviétique et de la réapparition de la famine n'ont rien d'une coïncidence. C'est bien Moscou, qui en l'armant, a engagé l'Éthiopie sur la voie de la guerre, pour ses propres intérêts. Pour le général soviétique Petrov, qui dirige sur place les troupes soviétiques, est-allemandes, cubaines et éthiopiennes, ce problème ne semble pas être une préoccupation



Des millions de paysans affamés, un million risque de mourir de faim.

majeure. Mengistu, avant de lancer un appel à l'aide à l'ONU, s'est très certainement adressé à ses « protecteurs socialistes ». C'est la réponse négative à cette demande qui a dû le contraindre à faire cet appel public. Pour Moscou, qu'un million de personnes meurent dans le Wollo (1) n'est certainement pas aussi important que la préservation de ses intérêts dans la région.

Pour Moscou livrer des armes qui sont utilisées à son profit, d'accord, mais s'il faut en plus s'occuper de la population...

Peut-être cela incitera-t-il Mengistu à réfléchir sur le sort d'Haïlé Sélassié et sur l'« aide » de ses amis américains, lui qui aujourd'hui vante tant l'« aide » de ses amis soviétiques.

Serge FOREST

(1) Le Wollo est la région la plus touchée de l'Éthiopie par la famine.

● Angola  
Moscou renforce ses troupes

Douze généraux soviétiques sont arrivés depuis quelques mois en Angola en remplacement des officiers cubains jugés moins « combattifs » par le Kremlin. Le FLNA annonce d'autre part que six navires soviétiques ont débarqué des armes lourdes à San Antonio do Zaïre, en prévision d'une offensive générale contre le FNLA (organisation qui refuse la mainmise des russes sur le pays).

## UNE BROCHURE A LIRE ET A RELIRE

Aux lendemains de la première agression social-impérialiste russe contre le Zaïre, en mai 1977, des communistes marxistes-léninistes zaïrois publiaient une brochure intitulée : « Zaïre, poursuivre fermement la lutte contre le social-impérialisme russe et ses laquais ».

Celle-ci reste importante aujourd'hui pour comprendre correctement les derniers éléments de la situation qui se développe au Shaba.

Au sommaire :

- La situation internationale

- Le Zaïre :

\* Une tradition de résistance

\* Le social-impérialisme russe, ennemi le plus dangereux de notre peuple.

\* Pour un parti marxiste-léniniste du Zaïre.

Commandez-la aux Éditions APN, aux librairies « Les Herbes sauvages » (Paris) ou « La Force du livre » (Lyon). L'exemplaire : 3 F.

## ROUEN

Samedi 17 juin à 21 h  
Au CINE-FRANCE - rue des Carmes

## KAFR KASSEM

Film palestinien sur le massacre de  
Kufr-Kassem par les Israéliens  
Soirée organisée par l'AMFP  
(Association médicale franco-palestinienne)



## Les militants du PCF et nous

# Beaucoup de choses ont changé

Beaucoup de choses ont changé et continuent de changer entre les militants marxistes-léninistes et les militants du PCF depuis les élections législatives. Ce qui a surtout changé, c'est une meilleure connaissance réciproque.

Ce phénomène politique nouveau ne date pas seulement des élections. Mais les législatives ont permis de mieux voir ce qui nous rapprochait.

Nous en citons ici un nouvel exemple, envoyé par notre correspondant d'Uckange.

Il y a quelque temps encore, les marxistes-léninistes étaient considérés et qualifiés, partout et en toutes circonstances, de « gauchistes ». D'une part, c'est l'idée qu'a répandue la direction du PCF, surtout après Mai 68. D'autre part il a pu y avoir

en retour des attitudes de défiance et de sectarisme de la part de militants marxistes-léninistes.

Aujourd'hui, l'appréciation réciproque change. L'exemple d'Uckange est un bon exemple de ce point de vue. Il est intéressant aussi de remarquer que c'est en étant au coude à coude dans la lutte que les militants des deux partis peuvent le plus facilement s'unir.

## Nouveaux témoignages

Lors d'un soutien récent à une grève « salariale », nous discutons avec une dizaine de grévistes, le soir, au piquet de grève. Surviennent cinq ou six militants du PCF dont trois qui travaillent dans notre usine et avec qui nous avons déjà eu pas mal de discussions.

Le secrétaire de section prend alors la parole au mégaphone pour expliquer aux grévistes qu'ils ne doivent pas se laisser mani-

puiser par des gens extérieurs à l'entreprise (c'est nous qu'il vise), qu'on est contre les négociations (« On ne négocie pas les licenciements », d'où il tire qu'on ne négocie rien du tout !), qu'on veut faire trainer les luttes au maximum pour dire « la classe ouvrière se bat », etc.

Il nous connaît, il nous voit à chaque lutte. Ce qu'il dit jette un froid. Nous ne voulons pas nous

engueuler devant les travailleurs mais nous faisons remarquer aux responsables du PCF qu'ils n'ont pas le monopole du soutien aux luttes. Nous nous adressons aux deux dirigeants locaux qui, de toute évidence, veulent nous faire passer pour des gauchistes manipulateurs.

Mais il y a dans le groupe des gens qui nous connaissent pour notre soutien aux luttes et qui prennent carrément notre défense, des

syndicalistes, mais aussi des ouvriers de la boîte et de celle d'à côté qui nous ont connus l'an dernier pendant leur grève.

L'orage passe. Les militants du PCF sont obligés de reconnaître qu'ils n'auraient pas dû s'enervier. La discussion s'engage donc, notamment avec deux militants de base qui reconnaissent que « le PCMLF pour le soutien aux luttes, c'est chapeau ! ». Ce sont ces mi-

litants que nous avons retrouvés par la suite aux collectes et notamment sur notre boîte pour soutenir ensemble la lutte.

A la fin de la lutte, alors qu'après 15 jours de grève le rapport de force des grévistes est faible, trop faible pour continuer, il faut reprendre le boulot.

En assemblée générale, les travailleurs votent la reprise malgré des revendications qui ne sont pas satisfaites.

Les deux militants de base du PCF pensent, eux, qu'il faut continuer. Et c'est nous qui leur expliquons, à part des travailleurs, qu'il faut savoir arrêter les luttes lorsque le rapport de force n'y est plus.

Ce qui est intéressant, c'est que nous ayons pu nous unir dans la pratique et des actions de soutien concrètes. La discussion se poursuit au boulot.

Correspondant HR  
Uckange

## Bon succès du meeting lyonnais pour le Kampuchéa démocratique

Ce vendredi, à l'initiative du PCMLF et du PCR(ml), la soirée sur le Kampuchéa démocratique a rencontré un vif succès.

Cent-vingt personnes environ, dont des travailleurs et étudiants étrangers (comoriens, tunisiens, vietnamiens, africains...), ont regardé le film « Kampuchéa démocratique ».

Le débat qui a suivi, bien que trop court, a permis aux représentants du Comité des patriotes du Kampuchéa d'apporter des éléments et de combattre l'ignoble campagne déclenchée contre le Kampu-

chéa démocratique et son Parti communiste.

Le nombre et le contenu des questions posées, notamment de la part de travailleurs et d'étudiants étrangers, ont aussi montré combien la voie suivie par le Kampuchéa (compter sur ses propres forces dans l'édification du pays, comme dans la sauvegarde de son indépendance, suscite l'intérêt des peuples du tiers monde.

Cette première soirée d'amitié avec le Kampuchéa démocratique, à l'initiative unitaire des partis marxistes-léninistes est une première contribution et un bon succès.

## Le gouvernement organise l'aggravation des conditions de logement des immigrés

Les travailleurs immigrés sont l'objet de plus en plus de mesures discriminatoires et racistes de la part du gouvernement. Ces mesures sont destinées à faire payer en priorité la crise à ces travailleurs qui sont une des cibles de la bourgeoisie. Citons les décrets Stolère qui prévoient l'expulsion d'un million d'immigrés d'ici 1985. Citons les campagnes et les attentats racistes, en particulier ceux perpétrés par les sinistres « commandos Delta » ayant à leur tête, semble-t-il, des anciens officiers de la marine, très connus du gouvernement.

Ils sont directement inspirés par le pouvoir. L'attentat contre le Club Méditerranée a été revendiqué par un groupe raciste. A Paimpol, un étudiant noir a été agressé par des parachutistes. (Voir article ci-contre)

Enfin le gouvernement a décidé de réduire considérablement les constructions de logements destinés aux travailleurs immigrés (voir également l'article).

La réponse à cette campagne doit s'organiser, se développer. En ce sens, la fête de l'unité Français-immigrés de Chelles est une initiative exemplaire. Signalons aussi que de nombreuses organisations ont créé à Paris une permanence contre les expulsions. Elle se tiendra du lundi au vendredi soir de 18 à 20 h et le samedi de 10 à 12 h à la maison des immigrés, 46, rue de Montreuil, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement.

L'un des points noirs de la condition des travailleurs immigrés est le logement. Il n'est donc pas étonnant que le pouvoir trouve là un moyen de pression contre les travailleurs immigrés dans sa politique de refoulement et d'expulsion.

Une page de l'un des derniers numéros de la revue « Le moniteur du bâtiment » est consacrée à une journée d'information d'un organisme, « L'union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) ». Les organisateurs de cette journée ont dénoncé la réduction de la contribution patronale de la construction de logement, plus connue sous le nom de 1 % patronal. Si en 1971, cette contribution était ramenée à 0,90 % de nouveau en 1974, le 1 % était rétabli. Si en 1971, cette contribution était ramenée à 0,90 %, de nouveau en 1974, le 1 % était rétabli. En même temps était rendue obliga-

toire l'utilisation de 0,2 % de cette contribution à la construction des logements destinés aux immigrés. Cette « faveur » était prise après une période de croissance de la production qui devait se poursuivre dans l'esprit du pouvoir. Dans ce cas la poursuite de l'expansion de la croissance exigeait une main d'œuvre nombreuse et stable. D'où cette mesure « en faveur » du logement pour les immigrés.

Mais la situation a changé avec la crise. Aussi le gouvernement a-t-il prévu que les patrons ne verseraient plus que 0,90 % au lieu de 1 %. En même temps, la part destinée aux logements pour les immigrés passe de 0,2 % à 0,1 %, soit une diminution de moitié. La diminution de la contribution patronale correspond précisément à la diminution de la part pour loger les immigrés.

« Ce mauvais coup déclaré le délégué de l'UNIL ne

nous étonne qu'à moitié. Déjà dans le programme de Blois il était question de diminuer les charges salariales des entreprises. En outre, dans son récent discours à l'Assemblée, Barre n'a pas parlé de la politique du logement...

« Depuis quelques temps, poursuit-il, les travailleurs immigrés sont fort mal vus, on les prie de rentrer chez eux ».

La lutte contre cette politique crapuleuse et contre les expulsions doit s'intensifier.

## Un étudiant ivoirien agressé par des parachutistes

Un élève ivoirien de l'école nationale de la Marine marchande de Paimpol (Côtes-du-Nord), M. Denis Coulibaly, 25 ans, a été agressé par une dizaine de militaires du premier régiment de hussards parachutistes de Tarbes, actuellement en Bretagne pour lutter contre les conséquences de la marée noire. Il a été hospitalisé en compagnie d'un de ses camarades, François Roche, 19 ans, qui avait tenté de lui porter secours. Les jeunes gens ont pu regagner leur domicile après avoir reçu des soins.

L'agression a eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche. A la sortie d'un restaurant, une dizaine de parachutistes, dont un officier, s'en sont pris à Denis Coulibaly, en l'insultant, le traitant notamment de « sale nègre du Zaïre ». Ce n'est que lundi soir que les deux jeunes gens ont déposé plainte.

La municipalité de Paimpol (Côtes-du-Nord) a demandé mardi le rappel de la compagnie de hussards. Le secrétaire de mairie de Paimpol a précisé mardi que la décision de rappel prise par la municipalité s'expliquait par « le comportement général des militaires de Tarbes depuis leur arrivée, il y a une dizaine de jours ». Il a précisé que « la population de la commune n'avait jamais eu à se plaindre du comportement des autres militaires hébergés à Paimpol pour lutter contre la marée noire à Lannion, Perros-Guirec ou Tréguier ».

Le commandant de la 31<sup>e</sup> division (Rennes), responsable des six mille militaires chargés de nettoyer les plages souillées par la marée noire a demandé, mardi, le remplacement des parachutistes de Tarbes aidant au nettoyage et dont certains sont impliqués dans l'agression dont a été victime M. Denis Coulibaly.

De son côté, le syndicat CGT des marins de commerce a protesté contre cette agression. Dans un communiqué remis à la presse, M. Roland Andrieu, secrétaire des marins CGT, déclare que « les agresseurs ont signé leurs actes de violence en les accompagnant d'injures racistes. Devant de tels faits, le syndicat des marins CGT demande aux pouvoirs publics de faire appliquer de façon stricte les dispositions légales, et plus particulièrement la loi de 1972 contre le racisme ».

## Le comité de région midi du Parti communiste marxiste-léniniste de France communique

le 6 juin 1978

Le comité de région du Parti communiste marxiste-léniniste de France dénonce avec force les récentes arrestations de militants patriotes corses et l'occupation militaire de l'île à la veille du voyage de Giscard.

Premier responsable de la situation de sous-développement de la Corse, de la misère des petits-paysans, de l'exploitation des travailleurs, de l'oppression linguistique et culturelle du peuple corse, le gouvernement de la France capitaliste s'en prend à ceux qui, par leur action, ont posé ces problèmes sur la place publique.

Dans le même temps, les barbouzes continuent à sévir en toute impunité. Ainsi par exemple, les fascistes qui ont égorgé tous les moutons du troupeau de Capretti courent toujours.

Face à cette situation, le PCMLF appelle les travailleurs à se mobiliser pour obtenir la libération immédiate de tous les emprisonnés.

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE CORSE !  
LIBERTÉ POUR LES PATRIOTES EMPRISONNÉS !  
GISCARD FORA !



## Renault

## ● Vers la reprise à Cléon

## ● Ça continue aux presses à Flins

D'après les dépêches AFP comme d'après les coups de téléphone reçus, la grève va se terminer à Cléon. Les divisions entre les syndicats, le manque de perspectives auraient eu raison de la grande combativité et de la détermination des grévistes.

A Cléon, la CGT est coupée en deux. Le débat a été houleux. Deux positions se sont affrontées : grève reconductible par 24 h ou deux heures de grève par jour. Au meeting de mardi matin, seule la position des deux heures sera présentée. La CFDT aussi est divisée et c'est à qui fera porter le chapeau à l'autre.

Il n'y a pas eu de vote. La reprise a été décidée par les directions syndicales. A l'équipe de nuit de lundi, il n'y avait pas eu de piquet de grève. Mardi matin, il y a eu appel à se rassembler « avant de reprendre le travail ». Il existe une forte minorité résolue, mais la majorité est indécise. Les

flics sont partis, mais les Renseignements généraux sont toujours là.

Les jours de grève ne seront pas payés, même pour les non-grévistes.

Dans les autres usines, CGT et CFDT organisent des débrayages séparés, ce qui est une manière comme une autre de se mettre en avant. Au Mans, il y a eu hier 25 % de gars qui ont débrayé, à Sandouville un peu moins.

Ce que la direction ne peut faire, diviser les travailleurs, les directions syndicales l'ont fait.

A Billancourt, après la direction CGT qui dirait qu'à Cléon, il s'agit d'une « bande d'excités », il y a maintenant la direction CFDT qui dirait qu'il s'agit « d'une poignée d'extrémistes qu'il n'est pas question de soutenir ».

A Flins, la grève aux presses continue et les grévistes restent déterminés.

## ● Buffet gare - Paris Est

## En grève depuis 3 semaines

« Soutenez les travailleurs du buffet Paris-Est en grève depuis vingt jours ».

Cet appel à la solidarité accueille tous les usagers de la SNCF qui prennent les trains de banlieue à Paris-Est, en sortant du métro.

C'est l'occasion pour s'informer, discuter, soutenir financièrement les grévistes.

Avant, ils étaient 260 employés, 62 sont partis à la retraite mais n'ont pas été remplacés. Par contre, les cadences de travail, elles, ont augmenté... mais pas les salaires, ce qui est logique pour le patron de choc qu'est Lavrut.

Celui-ci a licencié, depuis janvier, vingt-cinq de ses employés. Profit oblige !

Et puis, c'est le mépris

permanent vis-à-vis des travailleurs : menaces, insultes, brimades.

Les 180 travailleurs décident en assemblée générale le 26 mai de se mettre en grève reconductible tous les jours pour exiger :

« Halte aux licenciements !

Augmentation des salaires !

Prime d'été pour le personnel travaillant à la cave et aux sous-sols !

Pour les vendeuses, un intéressement de 4 % sur les recettes !

13e mois pour l'ensemble du personnel !

Arrêt des brimades et de menaces envers les délégués du personnel et des délégués du comité d'entreprise !

Liberté syndicale dans l'entreprise ! »

Déjà, la mobilisation et la détermination des travailleurs ont permis d'obtenir :

— Le refus des licenciements par l'inspection du travail.

— 6 % d'augmentation des salaires.

— 200 F pour ceux qui travaillent à la cave, et 100F pour le personnel de l'économat qui travaille aux sous-sols pendant les mois de juillet et août.

— Cinq jours de congés payés supplémentaires.

## UNE COMBATIVITÉ ACCRUE

Face à cela, le patron choisit l'intimidation : alors

qu'il devait payer les salaires de mai le 5 juin, il n'en a toujours rien fait !

Mais les travailleurs s'organisent, reconduisent la grève en assemblée générale à la majorité (94 % pour) ; la lutte se durcit et reçoit le soutien des cheminots ainsi que des usagers : la collecte permet aux gars de continuer ! La section syndicale CGT combattive s'est renforcée dans la lutte de vingt nouveaux membres.

Les grévistes dénoncent maintenant l'inspection du travail qui refuse de dresser le procès-verbal du non-paiement des salaires.

Envoyez votre soutien (messages, soutien financier) au syndicat de l'Hôtellerie CGT, section des travailleurs du Buffet-Paris-Est, venez discuter avec eux !

## Après la reprise du travail à la Caisse Nationale de Crédit Agricole

## PREMIERES LEÇONS DE LA GREVE

A la suite d'une assemblée générale, le 29 mai, le personnel de la CNCA (Caisse nationale du Crédit agricole) se prononçait pour la grève le lendemain sur les revendications suivantes :

— Refus du projet de règlement intérieur qui re-

personnel de reconduire la grève pendant 48 heures à compter du 6 mai. Entre temps, tous les syndicats décidèrent de former une intersyndicale à l'exception

Cette grève était pour le personnel un coup de semonce vis-à-vis de la direction.

L'engagement fut pris par la grande majorité du

d'un syndicat autonome (SASCA) qui préférera négocier directement avec la direction.

Sur proposition de l'intersyndicale, ont été mis en place des comités de secteurs qui ont désigné leurs représentants au comité d'action et de coordination. Le rôle de ce dernier aurait dû être d'organiser et de populariser l'action. Or, ce comité s'est limité aux seules négociations avec la direction générale, et autres instances, négligeant pour cela les points chauds où la lutte s'organisait : le blocage du guichet central et du CEDI (traitement des chèques).

La grève fut cependant reconduite pour 24 heures en assemblée générale. Cette reconduction quasi unanime n'empêcha pas la direction générale d'orchestrer à nouveau ses provocations (suppression de panneaux d'affichage, etc.)

A l'assemblée générale suivante, l'intersyndicale proposait la reprise du travail, ce qui provoqua une confusion parmi le personnel en grève. Malgré un fort courant décidé à continuer la lutte, la reprise du travail fut votée.

## LA PROVOCATION

Pour renforcer l'unité d'action, les grévistes décidèrent de rencontrer le reste du personnel du CEDI afin d'expliquer les raisons de la grève et la nécessité du blocage du travail. Mais quelle ne fut pas la surprise des grévistes en trouvant devant eux, au fond du hall d'entrée, une porte blindée !

Encore une provocation de la direction générale, dont le seul but était de discréditer la grève auprès du personnel. Mais ceci n'empêcha pas les contacts de s'établir, bien au contraire ! Le lendemain, la pression des grévistes s'accro-

La grève fut cependant reconduite pour 24 heures en assemblée générale. Cette reconduction quasi unanime n'empêcha pas la direction générale d'orchestrer à nouveau ses provocations (suppression de panneaux d'affichage, etc.)

A l'assemblée générale suivante, l'intersyndicale proposait la reprise du travail, ce qui provoqua une confusion parmi le personnel en grève. Malgré un fort courant décidé à continuer la lutte, la reprise du travail fut votée.

## LES ENSEIGNEMENTS DE CETTE LUTTE

Quelle voie prendre ? Celle de la négociation à tout prix, sans rapport de force, qui conduit au décou-

rage, à l'échec, à l'abandon de la lutte ? Ou celle de la lutte dans l'unité, syndiqués non-syndiqués, pour imposer un rapport de force favorable, en respectant la démocratie prolétarienne en vue d'obtenir pleinement satisfaction ? Quel a été le rôle des directions syndicales ?



Une assemblée générale pendant la grève.

Nous avons vu précédemment que les directions syndicales n'ont fait que prôner la négociation à tout

prix sans rapport de force. Ne devraient-elles pas au contraire, insuffler l'envie de lutter, de créer un terrain favorable pour vaincre, de rechercher l'unité des grévistes dans l'action et ainsi de remplir leur véritable rôle dans le combat de chaque jour, contre le patronat ?...

La lutte n'est pas finie, il nous faut continuer la bataille engagée car pour vaincre, il faut lutter, il faut oser lutter.

## ● Ardennes

## Des milliers de travailleurs menacés de chômage

En Ardennes-Meuse, comme ailleurs, c'est aussi les fermetures d'usine.

A Bréville (Ardennes) : c'est la fermeture de la Chiers qui emploie 130 personnes. L'usine fait partie de la Société des tréfileries et câbleries de Chiers-Châtillon-Gorcy. Les travailleurs ont récemment manifesté à la sous-préfecture de Sedan pour la sauvegarde de leurs emplois.

La Société des tréfileries et câbleries de Chiers-Châtillon-Gorcy, dont le siège social est à Paris, comprend 8 usines représentant un effectif d'environ 4 000 personnes. Ces usines sont situées à Bourg-en-Bresse (Ain) avec 1 000 personnes, Charleville-Mézières (Ardennes) avec 900 personnes, Gorcy (Meurthe-et-Moselle) avec

700 personnes, Le Havre (Seine-Maritime) avec 500 personnes, Sainte-Colombe (Côte d'Or) avec 400 personnes, Vierzon (Cher) avec 150 personnes, Bréville (Ardennes) avec 130 personnes, La Tricherie (Vienne) avec 425 personnes.

De lourdes menaces pèsent sur ces huit usines surtout pour l'emploi de 4 000 personnes. Quand Barre dit : « ça va bien », il oublie de dire : « dans la liquidation des entreprises ».

A Dieue (Meuse) c'est la société Elisa-Lœvenbruck spécialisée dans la transformation du lait qui vient de déposer le bilan et 540 emplois sont menacés. Un comité de soutien vient de se créer pour empêcher le démantèlement de l'entreprise.



Dépôt de bilan à la SPLI

# Surmonter les divisions, lutter dans l'unité

Le 31 mai 1978, la Société parisienne de lingerie indémaillable (SPLI) déposait son bilan et, en moins de trois jours, le tribunal de commerce de Paris se prononçait pour la liquidation des biens. Par cette liquidation, ce sont plus de 1 500 personnes qui sont licenciées, dont la moitié dans l'arrondissement de Fougères (usine de Fougères et de Saint-Brice-en-Cogles) déjà durement touché par le chômage. Les autres usines sont situées à Rennes, à Château-Girond (Ille-et-Vilaine), à Ploërmel (Morbihan) et à Vaucouleurs dans l'Est.

La SPLI est pourtant une entreprise active, elle est connue surtout pour la production de sous-vêtements féminins, et en particulier pour la marque « Huit », dont elle exporte plus de la moitié de la production. Créée par Ingelman dans un atelier parisien, la SPLI s'est largement développée grâce aux avantages offerts à la décentralisation par les collectivités locales et grâce à l'institution systématique du salaire au rendement et à l'exploitation féroce des ouvrières.

En 1972-1973, une ouvrière de Fougères devait d'ailleurs avoir une crise de nerfs et ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. L'atelier de Fougères partit en grève contre les cadences :

« Nous voulons travailler à notre propre rythme » déclaraient-elles, « nous refusons de remplir les feuilles de rendement ».

cernées se sont réunies : Rennes, Saint-Brice, Château-Girond, Ploërmel. Ils ont rassemblé autour d'eux les maires des cantons touchés par la fermeture des usines. Le Parti socialiste en particulier est très actif pour appuyer ces initiatives qu'il espère contrôler, surtout par la présence d'Edmond Hervé, le maire socialiste de

Rennes, et de nombreux conseillers municipaux socialistes dans les autres communes.

### LA VOIE DE L'UNITÉ

Sur le terrain syndical, l'unité se cherche. Il faut savoir que la CGT est largement majoritaire à l'usine de Rennes, alors que c'est la CFDT à Fougères et à Saint-Brice. Une première réunion de coordination intersyndicale rassemblant les délégués des différentes usines a eu lieu à Fougères, mais les tactiques sont différentes. La CGT a lancé l'occupation de l'usine de Rennes et de Château-Girond, alors qu'à Fougères, on préfère attendre les résultats du comité central

d'entreprise du 12 juin pour voir comment les choses vont tourner. Bref, c'est encore l'incertitude.

Nous pensons, pour notre part, que si l'action des municipalités peut avoir des effets positifs, à condition toutefois que les maires des petites communes ne se laissent pas manœuvrer au profit d'une politique partisane, et se placent résolument sur les positions des travailleurs, c'est avant tout l'action des travailleurs qui peut faire reculer le patronat et les pouvoirs publics. Le danger est de voir s'installer une division entre les différentes usines.

Les marxistes-léninistes de la région pensent que seule l'unité de lutte des travailleurs et de leurs syndicats fera aboutir la lutte.



Des conditions de travail lamentables.

### LIQUIDATION

Aujourd'hui, après avoir profité des subventions locales et après avoir bien exploité les travailleurs et travailleuses de la SPLI, le groupe ETAM, principal actionnaire, préfère faire des profits ailleurs. Déjà en 1974-1975, la SPLI faisait assurer une partie de sa production à Singapour et à Hong-Kong, où elle pouvait exploiter encore plus la main d'œuvre locale. Aujourd'hui, ETAM retire ses capitaux pour aller faire de meilleurs profits mais cela sans souci aucun des 1 500 travailleurs mis au chômage.

La rapidité avec laquelle la liquidation des biens a été prononcée montre à l'évidence que les pouvoirs publics, loin de s'opposer à une telle liquidation, font au contraire tout pour l'accélérer. Le plan Barre vise à la restructuration de secteurs entiers de l'économie et, après les chantiers navals et la sidérurgie, c'est aujourd'hui au textile qu'il s'attaque (voir Boussac). La SPLI n'est sans doute pas considérée par les trusts et les pouvoirs publics comme assez concurrentielle.

Alors, que faire ? Les voies de la lutte se cherchent aujourd'hui, mais plusieurs solutions se dessinent. Tout d'abord, les maires des communes con-

### • Caen-Calvados

## Les travailleurs du livre veulent des salaires décents

Depuis quelque temps, les imprimeries caennaises ont entamé des mouvements revendicatifs pour une augmentation des salaires. Actuellement, le salaire d'un ouvrier qualifié (en typo ou offset), même avec ancienneté, varie de 2 300 à 2 500 francs sur la base de 42 h 30 par semaine. Les ouvriers du livre demandent une augmentation de 5 points du coefficient, ce qui correspond à 63 centimes de l'heure pour tous. Ils ont entamé des mouvements de grève pour que des négociations s'ouvrent au niveau départemental.

A l'imprimerie Lebrun (45 salariés) après des dé-

brayages de 2 à 3 jours, le patron a cassé l'unité des travailleurs en accordant des augmentations de 20 à 50 centimes de l'heure à un tiers du personnel.

Après la lutte dans cette imprimerie, la majorité des ouvriers de la PAC (presses administratives et commerciales), 23 sur 28 ouvriers, ont voté la grève le 26 mai, la direction refusant d'augmenter les salaires sans remettre en cause les avantages acquis.

A l'imprimerie Malherbe, la quasi totalité des 35 ouvriers a débrayé le 30 mai pour obtenir une réduction d'horaires de 45 à 42 heures, par semaine, sans

perte de salaire. Le patron a lâché des miettes : le paiement des 3 heures supplémentaires en heures normales et une prime de 75 F par mois. Aujourd'hui, les ouvriers de la PAC continuent la lutte et entament leur 3e semaine de grève, soutenus principalement par l'UD-CFDT (il n'y a pas de syndicat à la PAC). Ils appellent au soutien financier de tous les travailleurs. Seules l'union et la solidarité des travailleurs permettront la victoire.

Correspondant HR. Article fait après une discussion avec les grévistes de la PAC.

### Fête populaire de l'Humanité rouge Paris-centre

De 14 à 22 heures, samedi 17 juin  
Salle de l'Épicerie, 12 rue du Renard - Paris 4e  
(Métro Hôtel de Ville)

Au programme : écologie, Argentine, travailleurs immigrés. Quartier : problème du logement, films, montages-diapos, débats avec la participation de chanteurs argentins, Munkika, nouvelle chanson antillaise, représentant du Comité de coordination des foyers Sonacotra, du foyer Fondary, de l'Yser, d'autres groupes de travailleurs en lutte sur le front du logement, des communistes marxistes-léninistes d'Argentine.

Avec le soutien du PCMLF, de la JCMLF, du PCRml, de l'UCJR.

### 6 HEURES SUR L'ARGENTINE

JEUDI 15 JUIN à 18 h  
HALLE AUX GRAINS

Films, montage-diapos, pièce de théâtre groupes musicaux, buffet et forum-débat sur le régime argentin et le boycott

Sport et politique, l'impérialisme français en Argentine  
Soutenues par le Collectif Argentine Ramonville et d'autres organisations

### STRASBOURG

Soirée de solidarité avec le peuple cambodgien organisée par l'AEOM, section de Strasbourg avec une délégation des comités des patriotes du Kampuchea démocratique laquelle présentera le film : « Kampuchea démocratique »

Samedi 17 juin à 20 h  
Université Louis Pasteur  
Rue Blaise Pascal

Soutenue par HR, PCRml, OCF (ml), AGE (Gabon)

### Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE  
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18  
Paiement par chèque ou mandat  
CCP 30 22672 D LA SOURCE

### QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« L'État et la révolution » de Lénine, etc.) : Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

### Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : ..... Prénom : .....  
Rue : ..... Commune : .....  
Code Postal : .....

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

## Le professeur Lwoff Les scientifiques doivent boycotter l'Argentine et l'URSS



Le professeur Lwoff : « L'aviissement de l'homme, la torture sont les maladies les plus graves qui frappent notre espèce, des maladies plus sérieuses que la cancer ».

L'idée du boycott du congrès mondial de cancérologie, qui doit se tenir à Buenos Aires, fait son chemin parmi de nombreux scientifiques. Au point qu'actuellement, en France, la moitié de ceux qui devaient se rendre en Argentine y ont renoncé. Le professeur Lwoff, prix Nobel de médecine, qui est l'un des initiateurs du boycott, entend poursuivre son action et ne pas se limiter à la seule Argentine. Pour lui, il est nécessaire qu'une campagne soit entreprise dans les milieux scientifiques contre la violation des droits de l'homme en URSS.

Dans une entrevue avec un journaliste du « Matin », le professeur Lwoff a déclaré qu'il était décidé à cesser toute coopération avec l'Argentine et l'URSS. Pourquoi ? « Parce que, dit-il, le refus freinera le développement scientifique et technologique (...). Les échanges et les discussions jouent un rôle considéra-

ble dans le développement de la science et l'URSS, qui est très en retard dans de nombreux domaines, a absolument besoin des scientifiques occidentaux. Elle a besoin de former des chercheurs dans les laboratoires du monde libre ».

Le refus de coopérer est donc pour lui un moyen efficace de pression. A ceux qui refusent de le suivre dans cette voie, prétextant que le refus de la coopération nuirait au développement de la médecine et à l'amélioration sanitaire de pays où les droits de l'homme sont bafoués, il répond que « dans ces pays, comme c'est le cas pour l'Argentine, la santé se détériore essentiellement en raison de l'augmentation énorme du coût de la vie, du démantèlement des hôpitaux et de l'arrestation des médecins et infirmières ». « L'aviissement de l'homme et la torture sont les maladies les plus graves qui frappent notre espèce, des maladies plus sérieuses que la cancer ».

Une conférence de presse s'est tenue le jeudi 1er juin à Brest avec des représentants du Comité anti-marée noire et des organisations suivantes :

Humanité rouge, Amis de la terre du Léon, OCFml, Partisocialiste, LCR, JCMLF PSU, GLAR, Groupe anti-répression (GAR).

L'ensemble de ces organisations dénonce les nombreux faits de répression suivants :

- A St-Renan, le vendredi 26 mai, à l'occasion d'une distribution d'un tract (« Soldat du peuple ») à des militaires de la marée noire, la police a procédé à deux arrestations et deux perquisitions sans mandat. Ces deux personnes ont été gar-

dées à vue 24 heures.

- Deux jours plus tôt, dans la région de St-Renan, le 24 mai, la police a procédé à une perquisition (là aussi sans mandat) suivie d'interrogatoires.

- A Morlaix deux militants diffusant un tract du Comité anti-marée noire sont poursuivis par des militaires et interrogés par la police.

- A Brest, multiplication des descentes de police et contrôles d'identités dans certains bars.

- Au Conquet, des distributeurs de tracts du Comité anti-marée noire sont poursuivis par des militaires jetant des pierres sur la voiture des diffuseurs.

- A Brest, sévices de la

police à l'encontre d'un jeune surpris lors d'une inscription à la peinture.

- A Cléder, des diffuseurs d'un comité ouvriers-soldats sont arrêtés par des militaires.

- Des appelés de Rouen sont mis aux arrêts au retour de la marée noire.

- A Brest, contrôles d'identité sur la place de la Liberté, pour le simple fait de discuter avec des militaires.

Tous ces faits montrent la faiblesse du pouvoir qui craint la réaction de la population contre les responsables de la marée noire, faiblesse du pouvoir qui

craint également la liaison des appelés avec la population locale, enfin faiblesse du pouvoir qui veut tester les capacités de réaction de la population d'une région où il envisage d'implanter une centrale nucléaire.

Les organisations présentes appellent toutes les autres organisations syndicales et politiques à protester également contre cette accentuation de la répression : à cet effet, une réunion est prévue le lundi 5 juin à 18 heures au Centre social de Bellevue, pour élaborer une déclaration commune et envisager les suites à donner.



Une répression qui vise, entre autres, à empêcher que des liens s'établissent entre la population et les militaires.

### • St-Renan

#### Interpellation de 2 diffuseurs de tracts

A l'occasion d'une distribution de « Soldat du peuple », deux camarades ont été interpellés dans un bistrot par des gendarmes. Aucun ne distribuait dans le bistrot en question. Un camarade était en possession de tracts.

Ils ont été gardés à vue durant 24 h. Des perquisitions ont eu lieu à leur domicile, sans commission rogatoire. Les flics ont invoqué le prétexte du flagrant délit pour l'effectuer. Les camarades ont été photographiés, fichés comme des criminels alors que c'est illégal tant qu'on n'est pas inculpé. Pour le moment, il n'y a pas eu d'inculpation.

Une première réunion a eu lieu ainsi qu'une conférence de presse le jeudi 1er juin. D'autres réunions avec des organisations syndicales et politiques sont prévues pour élargir la protestation au maximum.

Correspondant HR

### • Angers

## Lutte pour le maintien d'une école

Le samedi 3 juin, les parents de plusieurs écoles d'Angers ont décidé d'occuper une école pour protester contre onze suppressions de postes d'instituteurs dans les quartiers nord d'Angers. Les raisons invoquées par l'inspecteur d'académie sont qu'il faut ouvrir des classes dans le quartier sud, donc on en ferme au nord car il n'y a pas de crédit pour en ouvrir de nouvelles ; résultat : les enfants continuent à s'entasser dans des classes de trente à trente-cinq élèves.

Donc samedi, 120 parents se retrouvent pour occuper une école du quartier : l'école « ZUP Nord III » une école qui n'a pas de nom car elle est provisoire

depuis ... 15 ans et qu'elle n'est constituée que de préfabriqués au milieu d'une petite cour goudronnée.

Mais là, quel n'est pas leur étonnement d'appren-

dre que le maire d'Angers (PS) vient, en accord avec l'inspecteur d'académie, de décider la fermeture pure et simple de l'école : ainsi non seulement les enfants seraient dans des classes surchargées, mais en plus, ils se retrouveraient dans d'énormes groupes scolaires, véritables « usines à enseigner » de plus de 900 enfants. Certes, l'école en préfabriqué n'est pas la panacée pour les 242 enfants qui la fréquentent, mais ce qu'ils demandent, c'est une école « en dur » et non une répartition sur les deux autres groupes scolaires déjà surchargés.

Dans la cour, la colère monte vite car, il y a 18 mois, l'ancienne municipalité avait déjà voulu fermer cette école jugée soudainement insalubre. Seule, la mobilisation des 150 parents avait alors fait reculer le maire « de droite » « alors ; mais voilà qu'avec le maire « de gauche », c'est la même chose.

« C'est un menteur », disent les parents : ils disposent en effet de lettres d'ad-

jointés où la municipalité s'engageait à reconstruire l'école en dur. « Avec Turc (l'ancien maire) au moins, on savait qu'on ne pouvait pas avoir confiance en lui, mais avec la nouvelle mairie, on a été trompé, c'est pire ».

#### LE DIALOGUE OU LA LUTTE ?

Rapidement, il est décidé d'occuper la mairie dès le lundi, mais les instituteurs de l'école ayant décidé de se mettre en grève à partir de mardi, l'occupation est reportée au mardi.

Le mardi, malgré les difficultés dues à la garde des enfants ou à leur travail, 50 parents se retrouvent à la mairie. Ils apprennent là que le SNI (dirigé ici par le PCF) qui, samedi, faisait de grandes déclarations et se disait prêt aux luttes les plus dures... est venu rencontrer le maire tout seul. Il n'a rien obtenu bien sûr si ce n'est d'affaiblir la position des parents face au maire qui essaiera d'opposer parents et instituteurs.

Le maire se dit prêt au dialogue, mais n'importe

comment, la décision est prise, il ressort les mêmes arguments que l'inspecteur d'académie prétendant même que « d'un point de vue pédagogique », les enfants seront mieux, entassés à 900 dans un groupe scolaire !

Mais il ne réussit à convaincre personne et les pa-

rents sont bien décidés à continuer la lutte en étendant leur mouvement et en renforçant l'unité à la base avec les instituteurs : contre les suppressions de postes, contre la suppression de ZUP-Nord III et pour une école en dur.

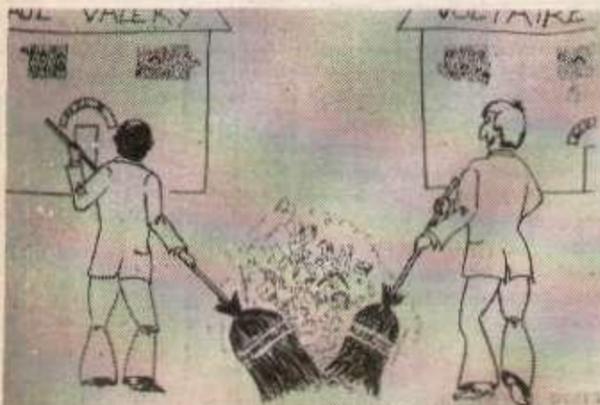
Un parent.

Des fermetures de classes, des suppressions de postes, des travaux de construction qui s'éternisent... Voilà la réalité que le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Beullac, ne peut que difficilement camoufler.

A Villejean, c'est la fermeture de l'école maternelle de Guyenne qui est à l'origine d'un début de mobilisation des parents, des habitants du quartier, de l'institutrice.

Dans un petit village de Bourgarré, une occupation a eu lieu pour réclamer des remplacements non-assurés. Même situation à Cleumay, où une délégation de parents et d'instituteurs reposait la question du remplacement... des remplaçantes. Dans la nouvelle ZAC de Patton, des parents renaient sur les lieux de la nouvelle école l'adjoint au maire et l'inspecteur. Des nouveaux locaux sont promis.

Mais en attendant les promesses, les enfants sont concentrés dans une autre école qui peut difficilement les recevoir. De quoi sera faite la rentrée prochaine ? Combien de remplaçants (tes) à la rue ? Combien de normaliens sans poste ? Combien d'élèves par classe ?



DES JOURNALISTES RACONTENT...

## Un mois de reportage en Chine

### Une soirée à l'Opéra

# La vie et la lutte

Salle comble, ce soir. On joue un opéra de la province du Setchouan. Grappes de jeunes filles rieuses aux longues nattes brillantes, familles de travailleurs, heureux de se retrouver, militaires en groupe, jamais hautains, quelques étrangers en promenade : tel est le public, très populaire, présent ce soir pour voir la « Jeune fille à la voix d'or ».

Le rideau s'ouvre et nous sommes en plein Moyen-Age : décors somptueux, lourds habits de soie brodée pour le seigneur féodal et sa cour, costumes simples mais seyants et colorés pour les paysans du village, soleils empourprés qui se lèvent derrière la colline... De toute évidence, on n'oublie pas, ici, que pour plaire aux masses, une œuvre doit être belle. Et la beauté, ce n'est pas seulement dans le texte qu'elle réside mais aussi dans la mise en scène, le choix des costumes et des paysages.

#### LA BEAUTÉ NE PEUT PAS ÊTRE NEUTRE

Les costumes des nobles sont magnifiques et étincellent de mille feux, mais quel visage terrible que celui du seigneur ! Quelle cruauté dans le regard noir, quelle brutalité dans les gestes brusques et violents !

De même pour sa cour d'intellectuels, à plat ventre devant lui. Quelle caricature que ces êtres outrancièrement maquillés de blanc, les yeux écarquillés comme ceux des clowns ! Citons encore les percepteurs d'impôts et autres larbins, tout habillés de noir, le dos rond à force de courbettes devant leur maître.

Citons enfin l'entremetteuse au service du propriétaire foncier, vieille peau vulgaire de 60 ans qui joue à la jeune fille mignonne, la croupe ondulante, les bras chargés de bijoux, tellement maquillée pour cacher ses rides que son métier sordide éclate avec impudence sur son visage.

Et à l'inverse, quelle simplicité chez le peuple : maquillage sobre, costumes légers et clairs, gestes gracieux mais jamais caricaturés.

Oui, la caricature, oui la beauté sont des armes que les artistes emploient et mettent au service de la clas-

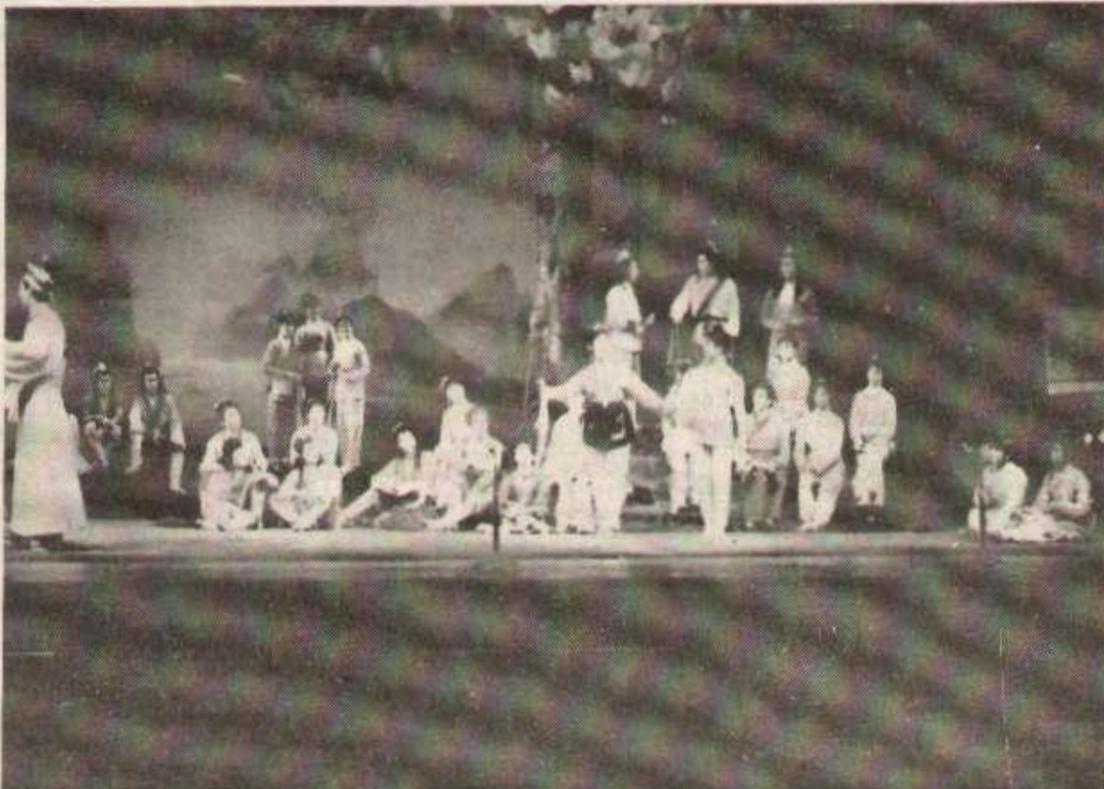
se dont ils défendent les intérêts. Et ici, en Chine, les artistes sont au service du peuple.

#### LA VIE ET LA LUTTE

Mais la beauté d'une œuvre d'art ne suffit pas. Il faut aussi que son contenu reflète la vie et la lutte du peuple.

Voici en quelques mots le thème de cet opéra : le propriétaire foncier d'un village veut étendre son emprise sur ses paysans. La jeune fille, héroïne de la pièce, fille d'un paysan, décide que ça ne se passera pas comme ça et lance la lutte contre le seigneur. Sa voix si belle lui sert pour gagner les paysans à la lutte. Elle effraie le propriétaire qui essaye de la neutraliser en lui proposant d'être sa concubine. Mais comment la jeune fille pourrait-elle aimer ce vieux bourreau ? Antithèse du désir brutal de possession qui anime le seigneur, nous voyons naître et se développer dans la lutte l'amour entre la jeune fille et un beau chasseur aux longs cheveux noirs, en butte aux menaces des larbins du seigneur. Après la tentative du seigneur d'acheter la jeune fille, puis de la faire plier en la soumettant aux questions perfides de ses « meilleurs » intellectuels, enfin de tenter de l'assassiner, l'opéra se termine par la révolte des paysans armés qui, sous la direction de la jeune fille, tuent le seigneur.

Lutte de classe, donc, entre les paysans pauvres et leurs ennemis : le seigneur et ses larbins.



La scène de la jeune fille tourne en dérision les intellectuels au service du seigneur féodal. Derrière elle, les paysans du village l'encouragent.

#### ROMANTIQUE

Mais cette lutte révolutionnaire ne peut être rendue telle quelle. Elle doit être chargée d'un caractère romantique, capable d'en rendre tous les aspects, ses hauts et ses bas, ses caractéristiques les plus typiques. Bref en deux heures de spectacle, le public doit avoir une vision suffisamment concentrée et complète de siècles de lutte de la paysannerie laborieuse contre les seigneurs féodaux.

Mais il ne faut pas que le public ait l'impression d'assister à un cours d'histoire. Il est au spectacle : il veut rire, se détendre, sentir l'émotion l'empoigner.

Dans cet opéra, précisément, c'est le chant, la voix si pure de la jeune fille qui confère son caractère romantique à la pièce : d'abord unanimement appréciée, la voix de la jeune fille, en se mettant au service des paysans, rassemblera leurs aspirations, attirera la colère du propriétaire foncier et jouera le rôle d'agitateur parmi les masses pour les dresser contre le tyran.

Arrivée à ce stade, la lutte de classe prend une allure plus aiguë : la voix comme arme pour tourner le seigneur en dérision ne suffit plus. Et ce sont les armes à la main que les paysans franchissent l'étape ultime : le renversement du tyran. L'arme de la critique fait place à la critique des armes.

Voici d'ailleurs l'une des meilleures scènes de l'opéra : le propriétaire foncier qui pense pouvoir encore tromper la jeune fille lui propose une sorte de duel avec ses intellectuels les plus « savants ». Chacun à leur tour, ils lui posent des questions qu'ils estiment particulièrement difficiles. Si elle ne répond pas, elle sera obligée de céder aux avances du seigneur. Mais la voix de la jeune fille, qui représente aussi la sagesse populaire, vient à bout de toutes les difficultés.

Ployant sous leurs monceaux de livres, arrogants, sûrs d'eux les intellectuels sont ridiculisés par la sagesse du peuple : la jeune fille contourne un à un tous les obstacles ; elle sort vainqueur du duel.

Comment ne pas penser en voyant cette scène aux meilleures pièces de Molière, caricaturant les pseudo-scientifiques, ces pédants ignorant tout de la vie, et que la sagesse du peuple tourne en dérision.

#### AMOUR ET LUTTE

Mais nous ne pourrions pas rendre compte de l'ensemble de cet opéra si nous ne répondions pas aux interrogations de nombre d'artistes, qui, en France, ont une vision déformée de l'art dans un pays socialiste : « C'est barbant, c'est ennuyeux, toujours la lutte de classe mais la vie, ce n'est pas seulement ça ; c'est trop schématique ».

Qu'ils se rassurent : les artistes chinois savent bien que l'art ne peut pas être réduit à un traité de politique. La vie du peuple, c'est bien sûr principalement sa lutte contre l'oppression puisque c'est précisément cela qui l'empêche de vivre, mais c'est aussi l'amour de la nature (quelle scène touchante que la promenade en barque ou le récital de chants, la nuit, au bord de l'eau !), c'est aussi l'amour qui naît entre la jeune fille et le chasseur. Un amour né de la lutte contre le propriétaire, qui se développe au rythme de cette lutte. Un amour opposé au désir brutal du propriétaire foncier, un amour qui, pour exister doit déjouer les ruses de l'entremetteuse. Un amour, enfin, que le peuple regarde avec sympathie et protège contre les bassesses de l'uni-

nemi. Un amour sensuel aussi : « Tu es le chas de l'aiguille, je suis le fil ».

Quelle scène touchante que celle de la déclaration où les deux jeunes gens se retrouvent seuls dans la forêt, grâce à la complicité des paysans, cachés derrière les arbres, qui attendent le moment où...

Comme on le voit, rien de schématique dans cette pièce mais la vie et la lutte du peuple, sous tous ses aspects les plus marquants.

Claude LIRA

## Ce qu'en pensaient les 4

Cet opéra, écrit en 1960 a été interdit par la bande des Quatre.

Leur critique reposait sur le fait suivant :

Cet opéra serait en fait un éloge du « passage pacifique » d'un système politique à un autre puisqu'il montre une compétition « pacifique » entre le seigneur et les paysans, compétition symbolisée par la voix de la jeune fille. Mais cet argument est vraiment sans fondement. Au contraire, la pièce montre que la lutte des classes prend diverses formes et qu'elle ne peut absolument pas déboucher sur la victoire, sans lutte armée.

Autre critique des Quatre : « c'est trop beau, les seigneurs sont superbement habillés ». Mais justement ici, le luxe qui entoure ceux qui ont le pouvoir fait ressortir avec force la simplicité du peuple, la cruauté et la laideur des oppresseurs.

Enfin, parler d'amour dans une œuvre d'art révolutionnaire : quel scandale pour les Quatre ! Leur schématisme les conduisait à nier tout ce qui n'est pas directement et uniquement la lutte. Amour et révolution, c'est inconciliable pour eux. Mais justement, les amours les plus solides, ne sont-ils pas ceux forgés dans les tempêtes révolutionnaires ?

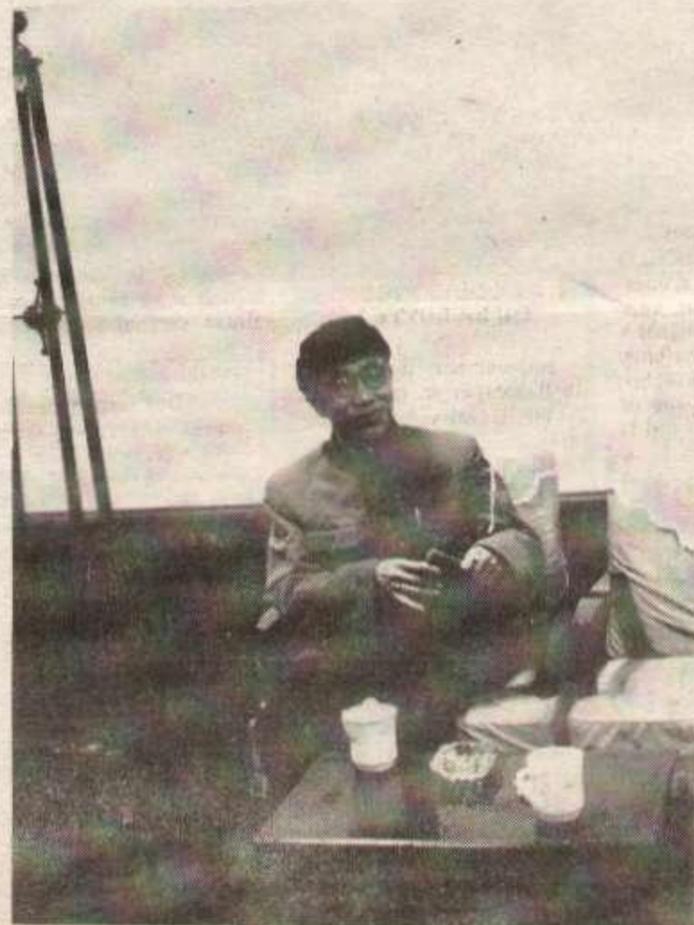
La ligne des Quatre est en fait une négation de l'art, du romantisme révolutionnaire. Nous reviendrons plus profondément sur ce sujet dans un prochain article.



Cette plaquette est toujours disponible

Prix 2F

Passer vos commandes et libeller vos chèques à l'ordre de APN-Éditions - BP 279 75866 Paris Cedex 18



L'auteur de l'opéra, un vieil homme modeste

## Une importante déclaration chinoise

# Sur les relations sino-vietnamiennes

L'Agence Chine nouvelle a publié, le 9 juin à Pékin, une déclaration très importante du ministère chinois des Affaires étrangères concernant le problème du refoulement des ressortissants chinois du Vietnam. Nous publions ici des extraits de ce long exposé des positions du gouvernement chinois.

Le 27 mai 1978, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam a fait une déclaration sur le soi-disant problème des « Hoa résidant au Vietnam », dans laquelle il a complètement déformé les faits et attaqué la Chine pour rejeter sur elle la responsabilité du refoulement de ressortissants chinois. Le gouvernement chinois ne peut garder le silence à cet égard.

(...) Les persécutions et les traitements iniques infligés par les autorités vietnamiennes aux résidents chinois sont trop nombreux pour être énumérés tous. Au début de 1977, le Vietnam, sous le prétexte d'un recensement démographique, a obligé les ressortissants chinois à s'inscrire en tant que citoyens vietnamiens. Nombre de ressortissants chinois qui ont tenu à garder la nationalité chinoise se sont vus privés de leur droit à l'emploi comme à la scolarisation ou licenciés de façon injustifiée, tandis que leur ration alimentaire a été supprimée par suite de l'annulation de leur droit de résidence. Les agents de l'administration locale et de la sécurité publique du Vietnam se permettent à tout moment de faire intrusion dans les habitations des Chinois, forcent ceux-ci à remplir des « formules de rapatriement volontaire », fouillent leurs maisons et se livrent aux exactions. De nombreux ré-

sidents chinois ont vu leurs biens, acquis au prix de tant d'années de labeur, illégalement confisqués.

(...) Beaucoup de familles ont dû se déplacer, et elles n'arrivent toujours pas à trouver refuge. Au cours de leur traversée du territoire vietnamien, les ressortissants chinois ont enduré les pires souffrances et subi toutes sortes d'humiliations. Beaucoup d'entre eux ont été molestés sans aucune raison, certains ont été même blessés ou tués par ces soldats et des policiers vietnamiens qui ont ouvert le feu sur eux. Les malheurs affreux endurés au Vietnam par les résidents chinois sont révoltants, rarement vus dans les rapports internationaux.

Quant aux Vietnamiens en Chine, dont le nombre s'élève à plusieurs milliers, le gouvernement chinois n'a jamais fait preuve de discrimination à leur égard ; par ailleurs, il a de tout temps respecté et protégé tous leurs droits et intérêts légitimes ; en matière de travail, d'emploi, de scolarisation et de soins médicaux, ils jouissent des mêmes droits que les citoyens chinois, et en ravitaillage, ils bénéficient même d'un traitement meilleur que celui des citoyens chinois. Voilà des faits incontestables, au vu et au su de tout le monde.

(...) Durant environ trois décennies, pour soutenir la lutte de libération nationale du peuple vietnamien, ainsi que son œuvre d'édifi-

cation économique, le peuple chinois, en dépit de ses multiples difficultés, a mené une vie austère, travaillé dur et accordé au Vietnam une assistance multiforme qui n'est assortie d'aucune condition. Il n'a même pas hésité à consentir d'immenses sacrifices pour aider le peuple vietnamien dans sa lutte révolutionnaire. Voilà qui est connu de tous les peuples du monde. Le peuple chinois a toujours estimé qu'il remplissait par là son devoir internationaliste prolétarien et le Parti communiste chinois, le gouvernement et le peuple de Chine n'ont rien à se reprocher à cet égard.

(...) Dans sa déclaration, le porte-parole du ministère vietnamien des Affai-

res étrangères propose que les parties vietnamienne et chinoise se « rencontrent » pour résoudre les soi-disant « différends relatifs au problème des Hoa ». Nous estimons que dans la conjoncture actuelle, une telle proposition relève purement de la propagande.

(...) Le gouvernement chinois s'est toujours prononcé pour le règlement des différends et des litiges entre États par la voie de consultations et de négociations. S'agissant de l'éviction et de la persécution et du refoulement des ressortissants chinois par le Vietnam, nous avons, dès le début, préconisé d'y trouver en temps opportun une solution au moyen de consultations menées entre les

deux parties, et accompli beaucoup d'efforts en ce sens. Le gouvernement chinois a effectué, par voie diplomatique, de nombreuses démarches auprès de la partie vietnamienne, exprimant l'espoir que le gouvernement vietnamien prendrait des mesures efficaces, propres à arrêter la persécution et l'expulsion des ressortissants chinois. Or, la partie vietnamienne, n'en faisant qu'à sa tête, a intensifié de plus belle le refoulement des ressortissants chinois, de sorte que la situation s'est encore aggravée, tout en continuant d'expulser les résidents chinois, elle propose maintenant une rencontre pour discuter les soi-disant « différends relatifs au problème

hoa ». Le fait que la partie vietnamienne refuse de reconnaître la présence des ressortissants chinois au Vietnam montre que sa « proposition » est tout à fait hypocrite et vide de sens pratique.

(...) Nous espérons que la partie vietnamienne, conformément à ce qu'elle a proclamé, fera s'accorder ses actes avec ses paroles, prendra vraiment à cœur l'amitié traditionnelle entre les deux peuples ainsi que leurs intérêts fondamentaux, cessera immédiatement ses agissements erronés d'éviction, de persécution et de refoulement des ressortissants chinois et ne fera plus rien qui puisse porter atteinte à l'amitié entre les peuples chinois et vietnamien.

### • Liban

## Quand les sionistes se retirent...



Un char israélien en présence des Casques bleus

Les sionistes avaient déclaré, il y a maintenant quelque temps, qu'ils allaient se retirer du territoire libanais qu'ils avaient agressé au mois de mars dernier. Mais pas à n'importe quel prix... La condition émise était qu'aucun fedayin ne devait revenir dans le territoire qu'ils avaient occupé. Ils ont exercé de nombreuses pressions en ce sens.

Ces pressions n'ont pas atteint leur but. Malgré tout, ils doivent partir. Les problèmes intérieurs en Israël n'ont fait que s'accroître et la politique expansionniste de Begin rencontre de plus en plus d'opposition.

Aujourd'hui ils opèrent le retrait de leurs troupes, mais en remettant le contrôle des enclaves chrétiennes aux

forces du commandant Saad Haddad, leur collaborateur depuis bien longtemps.

Ce dernier, lors d'une cérémonie qui a eu lieu mardi, a remercié Israël de son aide et a appelé au renforcement des liens avec l'État sioniste, agresseur du Sud-Liban.

Saad Haddad, avec ses milices, s'est érigé en maître dans les enclaves chré-

tiennes, allant même jusqu'à refuser la pénétration de Casques bleus dans cette région. Il faut rappeler que cet individu a accueilli à bras ouverts les sionistes quand ceux-ci ont occupé le Liban.

Dans le même temps, on apprend l'assassinat de Tony Frangié, le fils de Soileiman Frangié, à Edhén, dans le nord du pays. Soileiman Frangié est connu pour ses opinions conservatrices. Cependant, il a toujours refusé toute collaboration avec l'ennemi sioniste. Récemment, lors d'une interview, il avait déclaré que « tous ceux qui collaborent avec l'ennemi israélien sont des traîtres »,

visant ainsi tout particulièrement Saad Haddad.

Par ailleurs, il avait également déclaré que les Palestiniens devaient garder leurs armes tout en gelant leurs activités. Autant de déclarations qui ne plaisaient guère à Israël et à leurs collaborateurs au Liban. Ces derniers ont voulu frapper un grand coup en lançant une attaque contre la ville d'Edhén et en tuant le fils de Frangié.

On dénombre, à l'heure actuelle, une cinquantaine de morts et plus de soixante blessés. La FAD (Force arabe de dissuasion) est intervenue pour couper court à cette attaque.

### brèves

• Quatorze appelés appartenant au 152<sup>e</sup> régiment d'infanterie mécanisée de Colmar ont été condamnés à soixante jours d'arrêts de rigueur pour avoir demandé une substantielle revalorisation de la solde et les transports gratuits. Ils ont, de plus, été mutés dans divers régiments, notamment en Allemagne.

• Un délégué CGT, secrétaire-adjoint du comité d'entreprise des usines Renault à Douai, a été mis à pied mardi. La direction, qui l'accuse d'actes illicites, le menace de plus d'entamer une procédure de licenciement. En fait, les « actes illicites » en question sont une participation active à la récente grève aux usines Renault de Douai.

• Les prix des voitures particulières, libérés avant la fin juin, augmenteront très probablement dès le début du mois de juillet. Ces hausses, qui devraient, au dire même des constructeurs, être importantes, interviendront à peine cinq mois après celles de février dernier qui se montaient à 3 % en moyenne.

• Un mineur a été grièvement blessé mardi par la chute d'une pièce de soutènement dans une galerie de la mine de charbon de Merlebach. Il a dû être transporté d'urgence à l'hôpital où son état est jugé très grave.